



La bravade anglaise est un affront à toute l'Amérique latine

# Les îles Malouines sont argentines !

L'impérialisme britannique a lancé une nouvelle série d'attaques contre la souveraineté de l'Argentine sur les îles Malouines.

A la veille du trentième anniversaire du début de la guerre dans l'archipel, situé dans l'Atlantique du Sud, le gouvernement britannique a décidé d'y entamer une série d'exercices militaires auxquels participe le Prince William en personne. Il y envoie le « *HMS Dauntless* », l'un des contre-torpilleurs les plus modernes de son armée, et même un sous-marin à propulsion nucléaire, peut-être le « *HMS Tireless* » ou le « *HMS Turbulent* », tout cela à seulement 480 kilomètres de la Patagonie, le territoire argentin continental. Face à cet affront, le gouvernement de Cristina Fernandez de Kirchner n'a répondu que par des déclarations, misant sur une issue diplomatique négociée à l'ONU, où il a dénoncé la « *militarisation de l'Atlantique du Sud* » et « *l'introduction d'armes nucléaires dans la région des îles Malouines* » de la part de l'Angleterre.

## Une histoire de pillage colonial et de lutte anti-impérialiste

La souveraineté territoriale de l'archipel des Malouines appartient à l'Argentine. Depuis 1820, le gouvernement de Buenos Aires fut en possession des îles, dominées autrefois par l'empire espagnol. Le 2 janvier 1833, les îles furent envahies par les Anglais. Ce jour-là, une frégate de guerre, *HMS Clio*, y est arrivée, commandée par le capitaine John James Onslow qui a simplement informé le chef argentin sur place, José María Pinedo, qu'il venait prendre possession des îles pour le compte du roi d'Angleterre. Pinedo, jugeant qu'il n'était pas en mesure de résister, a embarqué ses hommes, en route vers la Confédération argentine. Le vol aux mains des pirates anglais était consommé.

Au XIXe siècle, l'Angleterre était la principale puissance économique et militaire au monde. Sa politique coloniale, au service de la conquête de nouveaux marchés et de sources de matières premières, combinait la diplomatie avec l'intervention militaire directe. Il faut remettre l'occupation anglaise des Malouines dans le cadre de la politique de l'empire envers l'effondrement de la puissance espagnole en Amérique au début du XIXe siècle. Il y eut un précédent important, 27 ans plus tôt. En 1806 et 1807, cet empire a envahi militairement le Rio de la Plata, en particulier Buenos Aires et Montevideo, cherchant à dominer les anciennes colonies de l'Espagne.

Depuis lors, sont passés 149 ans d'administration britannique ininterrompue aux îles Malouines, jusqu'à ce que, le 2 avril 1982, l'odieuse dictature militaire en Argentine a envahi les îles et en a repris possession. L'impérialisme britannique, dirigé par Margaret Hilda Thatcher, la farouche personne néolibérale passée à l'histoire comme la « Dame de Fer », a répondu en déclarant la guerre à l'Argentine. Le conflit armé s'est terminé avec la victoire militaire britannique, le 14 juin 1982. La guerre a coûté la vie à 907 personnes, dont 649

étaient des soldats argentins. Parmi ceux-ci, 323 sont morts dans le torpillage du navire *ARA General Belgrano* en dehors de la zone de conflit, le 2 mai de cette année-là.

Depuis 1833, ce qui existe sur les îles est une enclave impérialiste. Elles sont peuplées par 3 100 colons, appelés « Kelpers ». Ce n'est pas une population autochtone, mais, comme dans toute enclave, une population externe qui y fut déplacée. Presque tous sont des descendants d'Anglais, mais avec un niveau de vie supérieur à celui des Anglais européens, et protégés par une troupe permanente de 15 000 soldats stationnés sur la base de *Mount Pleasant*. Le discours actuel de David Cameron, Premier ministre britannique, sur « l'autodétermination » des habitants des Malouines ou sur une « consultation » à réaliser dans les îles pour savoir si ces colons veulent, oui ou non, l'ouverture de négociations sur la souveraineté de l'archipel, est donc bien faux et hypocrite.

### **L'arroseur arrosé**

Avec l'occupation militaire des îles en 1982, la dictature argentine avait l'intention de dévier la haine croissante des Argentins contre le régime, retrouver ainsi une autorité perdue et rester au pouvoir plusieurs années encore. En pleine crise politique et économique brutale, les militaires ne voulaient que prolonger leur permanence au pouvoir.

Depuis 1979, le mouvement de masse, et en particulier la classe ouvrière, s'opposaient fermement à la dictature militaire. Dans le cadre de ce processus de luttes croissantes, un secteur de la Confédération Générale du Travail (CGT) avait appelé le 30 mars 1982, deux jours avant l'occupation des Malouines, à une manifestation à la *Plaza de Mayo* pour des revendications salariales et de libertés démocratiques. La réponse de l'avant-garde ouvrière fut impressionnante, avec des milliers de personnes sur la *Plaza*. La répression de la dictature fut brutale. L'action militaire dans les Malouines n'était qu'une manœuvre politique, de la part de la dictature, pour sortir de sa crise.

D'autre part, la dictature estimait que l'impérialisme américain allait se mettre de son côté, en considération des services rendus, en matière de répression dans le pays et de coopération dans le Cône Sud et en Amérique centrale. Ce ne fut pas le cas. Au contraire, l'impérialisme dans le monde entier, ainsi que l'ONU, l'Eglise catholique et une cinquième colonne mercenaire au sein de l'Argentine, s'alignèrent derrière les pirates anglais.

Les militaires, qui voulaient obtenir tout au plus quelques miettes des Anglais concernant l'administration des îles, se voyaient engagés contre leur gré dans une guerre contre tout l'impérialisme, une guerre qui suscita une mobilisation révolutionnaire et anti-impérialiste impressionnante dans la classe ouvrière et le peuple d'Argentine.

La cause argentine réveilla, en outre, la solidarité et la sympathie d'autres peuples latino-américains et d'autres continents. Au Pérou, par exemple, une mobilisation impressionnante de plus de 100 000 personnes a eu lieu, et par la suite, le gouvernement péruvien a même offert un soutien militaire aux Argentins.

La dictature, absorbée dans le maelström de cette dynamique, n'avait d'autre choix que de faire face à la guerre. Mais par son caractère de classe et sa soumission, en dernière instance, à l'impérialisme, elle a d'emblée fait tout son possible pour la défaite militaire de l'Argentine.

### **Une politique révolutionnaire**

Pour les révolutionnaires, la situation était difficile et complexe. Quelle politique fallait-il avoir face au fait qu'une dictature pro-impérialiste et génocide, le gouvernement le plus sanguinaire de l'histoire de l'Argentine, avait récupéré effectivement les Malouines et faisait

face militairement à l'impérialisme unifié autour des Anglais ?

La LIT-QI – qui avait alors trois mois d'existence – et le Parti Socialiste des Travailleurs (PST), sa section en Argentine, n'ont pas eu de doute : nous nous sommes d'emblée situés dans le camp militaire de la nation opprimée (l'Argentine), indépendamment de sa direction politique et militaire (la dictature de Galtieri), et nous nous sommes battus à mort pour la défaite militaire de la Grande-Bretagne (le pays impérialiste). En 1982, nous avons résumé ainsi notre position : « *En tant que socialistes, nous n'hésitons pas un seul instant au sujet de notre place sur le champ de bataille : nous sommes à mort avec la nation argentine et nous combattons de toutes nos forces pour la défaite de l'impérialisme. C'est cela le premier devoir, impératif, de tout combattant pour la cause de la classe ouvrière et du socialisme : combattre jusqu'à la mort pour vaincre l'ennemi impérialiste.* »<sup>1</sup> Il n'y avait pas d'autre politique, pas d'autre position pour les révolutionnaires.

Sur ce thème, la LIT-QI et le PST argentin, dont Nahuel Moreno était le principal dirigeant, suivirent la politique conseillée par Trotsky face la perspective d'une guerre entre un pays impérialiste et un pays arriéré. Ce dernier déclarait, dans une interview avec le dirigeant ouvrier argentin Mateo Fossa, en septembre 1938 : « *Je vais prendre l'exemple le plus simple et le plus démonstratif. Au Brésil, il y a maintenant un régime semi-fasciste, haï par tous les révolutionnaires. Supposons toutefois que, demain, l'Angleterre entre en conflit militaire avec le Brésil. Je te demande : de quel côté du conflit la classe ouvrière doit-elle se placer ? Je te donne ma réponse personnelle : dans ce cas, je serai du côté du Brésil "fasciste" contre l'Angleterre "démocratique". Pourquoi ? Parce que le conflit entre ces deux pays ne sera pas une question de démocratie ou de fascisme. Si l'Angleterre triomphe, elle mettrait un autre dictateur fasciste à Rio de Janeiro et une double chaîne autour Brésil. Si, par contre, le Brésil en sort victorieux, cela donnerait une puissante impulsion à la conscience nationale et démocratique du pays et conduirait à la chute de la dictature de Vargas.* »<sup>2</sup> Telle fut la politique de la LIT-QI face à la guerre des Malouines.

Une clarification importante s'impose toutefois. Le fait de se trouver dans le même camp militaire avec la dictature fasciste, contre l'Angleterre, n'a jamais signifié une capitulation politique à ce gouvernement capitaliste. Le PST argentin a maintenu à tout moment son indépendance politique face au gouvernement, dénonçant sa conduite de la guerre comme la pire qui soit et appelant les masses à le renverser au plus tôt. En même temps, il défendait un programme spécifique et concret pour atteindre la défaite effective de l'impérialisme. « *Le mouvement ouvrier doit exercer l'unité d'action la plus audacieuse pour imposer le combat anti-impérialiste, sans pour autant abandonner l'indépendance politique la plus stricte et intransigeante en tant que classe* », déclara le PST.<sup>3</sup>

L'essentiel de ce programme fut la défaite de l'impérialisme britannique, et de tout l'impérialisme, qui le soutenait politiquement et économiquement. Nous pouvons résumer ce programme anti-impérialiste avec les mots d'un tract historique, publié par le PST lors de la visite du Pape, qui faisait partie du bloc impérialiste, une visite qui n'avait d'autre raison que de prêcher la capitulation aux Anglais : « *Pas question de "mobilisations" défaitistes ! Les travailleurs et le peuple doivent se mobiliser pour la victoire sur l'impérialisme ! La victoire est certaine, si nous imposons par notre mobilisation un programme de guerre sans merci contre l'impérialisme.*

**Continuer la guerre, maintenant par tous les moyens, sans aucune limitation. Pour ce faire, exiger l'aide militaire immédiate à tous les pays qui se sont prononcés pour notre cause, en particulier les latino-américains, mais aussi l'URSS, la Chine, la Libye, l'Iran, etc.**

*Pas de négociations secrètes ! Rupture immédiate des relations avec les Etats-Unis !*

**Que les impérialistes payent la guerre !** Saisie de toutes les sociétés britanniques et étasuniennes, et non-paiement de la dette. Interdiction de licenciements et de suspensions de contrat de travail. Augmentation générale des salaires et des allocations de chômage.

**Restauration complète des libertés démocratiques et syndicales,** pour que les travailleurs et le peuple puissent s'organiser pour résister à l'agression.

*Oui ! L'impérialisme peut être vaincu ! D'autres peuples l'ont fait ! Et nous avons vu comment, en dépit de la conduite désastreuse de l'actuel régime militaire – qui ne mène pas la guerre à fond ni applique ce programme – les choses ne s'arrangent pas facilement pour les impérialistes »<sup>4</sup>*

Il y a eu finalement la défaite militaire argentine dans les Malouines. Contrairement aux attentes des militaires, la guerre a approfondi la haine et la mobilisation de la population contre la dictature. Des milliers de personnes sont descendues dans la rue au cri de « c'est terminé, c'est terminé, la dictature militaire... », et finalement, la dictature est tombée et un changement radical de régime a eu lieu. Le PST, suivant les enseignements de Trotsky, a su participer à cette mobilisation en union étroite avec les milliers de combattants qu'il avait accompagnés dans leur expérience spécifique avec la dictature et la guerre.

### **La ligne de séparation des eaux**

Alors que le PST engageait toutes ses forces dans la campagne pour la défaite des Anglais, la plus grande partie de la gauche argentine accompagnait – avec une diversité de variantes et d'arguments – la politique de capitulation de la bourgeoisie (dont les ténors se situaient dans l'Union civique radicale d'Alfonsín et le gros du péronisme). Le champion de cette capitulation à l'impérialisme était le Parti communiste, qui critiqua « l'occupation avec l'utilisation de la force » et lutta pour une solution pacifique à l'ONU parce que « la tâche internationale la plus importante » était la défense de la paix.<sup>5</sup> Les autres partis en sont arrivés à participer à des manifestations clairement défaitistes, promues par le Pape lui-même, qui a visité le pays entre le 8 et le 12 juin.

La ligne de séparation des eaux était claire : d'une part, l'écrasante majorité de la bourgeoisie « nationale », soumise et lâche, du côté du Pape et de l'impérialisme, accompagnée par le Parti communiste et d'autres secteurs de gauche ; et d'autre part, la classe ouvrière et le peuple laborieux, accompagnés par le PST argentin, qui refusaient de capituler à l'impérialisme. En ce sens, il y a lieu de souligner la position du Worker's Revolutionary Party (WRP – Parti révolutionnaire des travailleurs), un parti dont sont originaires Bill Hunter et d'autres dirigeants de la Ligue Socialiste Internationale (ISL), l'actuelle section anglaise de la LIT-QI. Le WRP avançait en ce moment, comme centre de sa politique, la défaite des troupes britanniques dans les Malouines et appelait la classe ouvrière et le peuple britanniques à manifester leur solidarité avec la lutte du peuple argentin. Le WRP fut le seul parti, dans tout le Royaume-Uni – où il existait alors d'autres organisations de gauche et trotskistes plus importantes – avec cette position révolutionnaire contre son propre impérialisme.

### **Pourquoi cette nouvelle offensive de l'impérialisme britannique ?**

Actuellement, le gouvernement britannique affirme que tous ses mouvements militaires dans les îles Malouines sont simplement « de routine ». La réalité est que les compagnies pétrolières britanniques, associées aux étasuniennes, sont engagées dans un pillage brutal des ressources en hydrocarbures de l'archipel, ce qui s'accompagne d'une protection

militaire supplémentaire par les Anglais. D'autre part, ceux-ci maintiennent une base militaire de l'OTAN aux Malouines où sont entraînées des troupes qui sont envoyées par la suite dans d'autres régions comme l'Afghanistan. Finalement, l'explication de fond est la crise économique qui ravage le monde et frappe particulièrement l'Europe. En ce sens, la Grande-Bretagne sait que ses réserves de pétrole dans la Mer du Nord s'épuisent. Dans cette recherche et compétition pour de nouvelles sources d'énergie, les Malouines offrent de nouvelles ressources.

Cela a été confirmé récemment par le ministre de la Défense britannique, Philip Hammond, quand il a informé le Parlement que les entreprises anglaises ont déjà investi 1,5 milliard de dollars et se proposent d'investir 2 milliards en plus pour y obtenir du pétrole en 2016.

Cela fait des décennies que le Royaume-Uni n'est plus l'impérialisme hégémonique, mais cela ne l'empêche pas de maintenir plusieurs colonies sous sa domination oppressive. Selon le Comité de la décolonisation de l'ONU, il y a actuellement 16 territoires colonisés en litige. Dix d'entre eux sont britanniques : les Malouines (le plus grand de cette dizaine) ; Gibraltar (revendiqué par l'Espagne) ; Anguilla et les Bermudes, les îles Vierges britanniques, les îles Caïman, Montserrat, Sainte-Hélène, Turques et Caïques aux Caraïbes ; et l'île Pitcairn au Pacifique.

### **La politique de Cristina Kirchner**

La Présidente de l'Argentine a dénoncé « la militarisation de l'Atlantique Sud » et « le pillage de ses ressources pétrolières » par l'impérialisme britannique. Dans son discours, on entend beaucoup les mots « souveraineté » et même « seconde indépendance ». Il est vrai qu'il y a une riposte de Cristina à ces attaques anglaises. Nous soutenons toutefois que ces paroles ou le recours à l'ONU, où les Britanniques ont un droit de veto, ne suffisent pas. Les mesures de Cristina Kirchner sont faibles et tout à fait insuffisantes pour récupérer la souveraineté de l'Argentine dans les Malouines.

Qui plus est, il y a une contradiction entre le discours et la pratique du gouvernement argentin. Par exemple, il continue à subventionner les sociétés britanniques et paye les dettes, au sacrifice du peuple argentin, des ressources qui vont finalement financer le déploiement de la flotte pirate. Cristina Kirchner maintient également en vigueur les « *Accords de Madrid* », par lesquels plus d'un million de kilomètres carrés de la mer autour des Malouines sont cédés à la Grande-Bretagne. Rappelons que ces accords furent signés en 1990 par Carlos Menem, quand Domingo Cavallo était chancelier.

Cristina maintient également la « *Loi sur la protection des investissements britanniques* » et paye toujours ponctuellement la dette envers les banques anglaises et le FMI, et elle subventionne des sociétés anglaises et étasuniennes en Argentine. A cet égard, l'exemple de *MetroGas*, détenue par le Groupe *British Gas*, est éloquent ; ou le cas de *British Petroleum*, qui s'est vu attribuer la concession du Cerro Dragon pour 40 ans, sans appel d'offres, en 2007. Dans la pratique, par extension du délai, c'est une concession jusqu'à l'épuisement.

De la même manière qu'en 1982, en pleine guerre, la dictature militaire payait scrupuleusement la dette à l'ennemi, y compris les intérêts, maintenant, en pleine « *militarisation de nos mers* » dénoncée par le gouvernement actuel, ce dernier ne cesse de transférer des ressources à l'impérialisme, ce qui est inacceptable. Et il le fait, en même temps qu'il impose un ajustement et un plafond salariaux aux travailleurs argentins.

## **La lutte pour les Malouines fait partie de la lutte pour la Seconde Indépendance du continent**

La LIT-QI rejette catégoriquement l'agression militaire des pirates impérialistes fanfarons. Nous réaffirmons notre position historique que les Malouines sont argentines et de personne d'autre. Nous sommes pour la récupération de ces îles par le peuple argentin et pour la fin de cette enclave impérialiste, symbole abject du colonialisme et un véritable affront contre les peuples du monde, en particulier d'Amérique latine. Cette lutte n'est pas seulement celle du peuple argentin – qui doit et peut en être l'avant-garde – elle est continentale, mondiale.

Nous devons encourager la plus large mobilisation anti-impérialiste de la classe ouvrière et du peuple d'Argentine, en unité avec les autres peuples du monde, pour le retour à la souveraineté des Argentins sur les Malouines. Il n'y a pas d'autre issue que la mobilisation de masse anti-impérialiste à l'échelle continentale. En ce sens, nous soutenons que la politique de soumission du gouvernement argentin – engagé dans l'impasse de la diplomatie bourgeoise dans le cadre de l'ONU, repaire de brigands dirigé par l'impérialisme mondial – n'offre aucun espoir.

D'autre part, bien que les gouvernements du Mercosur ont pris des mesures de soutien à la demande de l'Argentine et ont décidé d'interdire l'accès à leurs ports des navires battant pavillon de l'Autorité politique des îles (*Falkland Islands* dans la terminologie britannique), il est clair que cela est tout à fait insuffisant pour affecter les intérêts stratégiques de l'impérialisme britannique dans nos pays. En ce sens, par exemple, la Confédération argentine des ouvriers du transport (CATT), un organisme qui comprend les syndicats des camionneurs, des dockers, du transport maritime, ferroviaire et aérien, est beaucoup plus cohérente : elle a annoncé la décision de boycotter tous les navires sous drapeau britannique, non seulement ceux des Malouines.

En Argentine, comme dans les autres pays d'Amérique latine, nous devons nous mobiliser pour exiger de la Présidente Kirchner qu'elle cesse les discours et prenne des mesures concrètes, réelles, contre les intérêts de l'impérialisme anglais. Les colonialistes, il faut les frapper où cela fait mal : dans leur poche.

Nous exhortons le gouvernement de Cristina Kirchner à exproprier les entreprises anglaises en Argentine, à confisquer leurs banques et à ne plus payer un cent de la dette frauduleuse aux pirates ! Et c'est ce que nous devons exiger aussi aux autres gouvernements latino-américains.

Le gouvernement argentin doit rompre les « *Accords de Madrid* » !

En Argentine et à travers l'Amérique latine, nous devons nous mobiliser pour exiger des mesures concrètes et radicales contre l'impérialisme colonisateur. La lutte pour la récupération des Malouines fait partie de notre lutte pour la Seconde indépendance, définitive, de nos pays.

Comme disent les camarades du PSTU, la section argentine de la LIT dans ce pays : « *Assez de discours. Nous exigeons des mesures souveraines. Ne nous laissons pas vendre l'illusion que "le dialogue" saura convaincre les occupants de quitter les lieux. Il est vrai que cette lutte contre la domination coloniale n'a pas – ni peut avoir – aujourd'hui comme centre la confrontation militaire sur les îles. Mais ce sera par la mobilisation des travailleurs et des peuples d'Argentine et de l'Amérique latine, et en frappant là où cela fait mal, que nous pourrons récupérer les îles Malouines.*

*Nous exigeons du gouvernement national de mettre en demeure le gouvernement britannique de reconnaître la souveraineté de l'Argentine, et de nationaliser à l'échéance les*

*sociétés, les fermes d'élevage et le capital des usurpateurs anglais, à commencer par les dix sociétés les plus importantes : les entreprises pétrolières Shell et BP, la Banque HSBC, l'entreprise pharmaceutique Glaxo SmithKline, le groupe de téléphonie Vodafone, Standard Bank, Barclays Bank, l'entreprise chimique et alimentaire Unilever, la société de gaz naturel MetroGas. »*

Secrétariat international  
São Paulo, le 22 février 2012

---

<sup>1</sup> La revue *Estrategia* N° 2 : "Es la hora del combate", juin 1982.

<sup>2</sup> Ibidem

<sup>3</sup> Ibidem

<sup>4</sup> *¿A qué viene el Papa?*, 9 juin 1982, édité par les Jeunes du PST.

<sup>5</sup> L'URSS, dirigée par la bureaucratie stalinienne, s'est abstenue lors de la condamnation de l'Argentine par de Conseil de Sécurité de l'ONU, le 30 avril 1982, avec l'argument de défendre le statu quo international.